



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'ASIE DU SUD

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE NEW DELHI

N°29 – Du 1^{er} septembre au 14 septembre 2023

En bref

Afghanistan : Appréciation de la devise afghane. Creusement du déficit commercial de l'Afghanistan de janvier à juillet. Hausse du prix du carburant à Kaboul en raison de la fermeture de voies routières commerciales.

Bangladesh : Première visite d'un Président de la République au Bangladesh depuis 33 ans. Annonce d'un engagement de l'acquisition de 10 A350 par la compagnie nationale Biman. Signature d'une lettre d'intention pour un système de satellite d'observation de Airbus Defense and Space. Signature d'un prêt de 200 MUSD de l'AFD pour le développement des villes secondaires.

Bhoutan : Un rapport économique du Bureau national des statistiques pour l'année 2022.

Inde : *Indicateurs macroéconomiques*: Engagement de la RBI à réduire l'inflation à 4%. *Politique commerciale*: G20 : l'Inde comme leader du Sud. Des prêts en roupies pour les importateurs. Des perspectives encourageantes dans le secteur de l'électronique.

Népal : Le Népal et l'Inde sur le point de lancer une solution de paiement numérique. Le Népal évalue le projet de plan proposé par la Chine pour la « Nouvelle route de la soie » (BRI).

Pakistan : Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan) : le taux directeur maintenu à 22%. Politique monétaire : ralentissement de l'agrégat M2. Revue à la baisse les prévisions de croissance de la SBP. Un déficit commercial de -3,76 Mds USD pour les deux premiers mois de l'année budgétaire. Des mesures pour combler le déficit commercial chronique. Baisse en g.a. de 30% des entrées de devises dans le fonds « Roshan » dédié aux Pakistanais de l'étranger. Baisse de 1 Md USD des réserves de la SBP depuis le 21 juillet. Remontée de la roupie. Mesures de la SBP visant à la concentration des agents de change. La Banque UBL annonce qu'elle vend ses activités bancaires au Royaume-Uni pour devenir le leader pakistanais des agents de change. Campagne de lutte contre le vol d'énergie. Campagne de lutte contre le travail des enfants de moins de quinze ans au Pendjab.

Sri Lanka : Subvention française pour la surveillance satellitaire des pollutions marines. Conclusion de la procédure d'échange des obligations d'Etat en roupies (T-Bonds) détenues par les fonds de pension dans le cadre de la restructuration de la dette domestique sri lankaise. Sri Lanka rembourse 150 MUSD au Bangladesh, réserves stables en août. Plus de la moitié de la population est « multi-dimensionnellement vulnérable » d'après le PNUD.

Afghanistan

Appréciation de la devise afghane

En réponse à la perte de valeur du dollar face à l'afghani (AFN), passé en l'espace d'un mois de 85 AFN à 78 AFN au 14 septembre, avec un pic à 73 AFN le 1^{er} septembre, la Banque centrale d'Afghanistan (DA Afghanistan Bank, DAB), a cédé 16 MUSD sur les marchés financiers au début du mois de septembre. Cette mesure s'inscrit dans le prolongement des efforts déployés par la banque centrale pour stabiliser la valeur de la monnaie afghane par rapport aux autres devises mais surtout vis-à-vis du dollar.

Entre le début de l'année budgétaire (mi-mars) et la fin du mois août, la valeur de l'AFN a augmenté de 41,2 % par rapport au toman iranien, de 29,3 % face à la roupie pakistanaise, de 7,3 % face au dollar américain, 6 % par rapport au yuan chinois et de 4,9 % face à l'euro.

L'Union des changeurs afghan a attribué l'appréciation de l'AFN aux politiques monétaires menées par la DAB, à une utilisation plus généralisée de l'afghani sur le territoire, et à la réalisation de « grands projets » dans le pays.

Toutefois, selon le dernier rapport économique de la Banque mondiale, la prise de valeur de l'AFN s'apparente davantage à l'interdiction d'employer des devises étrangères pour les transactions intérieures augmentant ainsi la demande pour la monnaie, la limitation de la masse monétaire nationale, l'augmentation des envois de fonds et la réception de dollars via les agences onusiennes présentes.

En revanche, les habitants de Kaboul s'inquiètent des prix élevés des denrées alimentaires malgré la baisse du dollar et appellent à un meilleur contrôle des prix en lien avec les fluctuations monétaires.

Creusement du déficit commercial de l'Afghanistan sur la période de janvier à juillet

Selon [un rapport](#) de la Banque mondiale, paru le 31 août dernier, les données douanières non-officielles pour la période de janvier à juillet révèlent un déficit commercial de 3,5 Mds USD

contre 2,4 Mds USD l'année précédente à la même période, imputable à une croissance importante des importations sur la période. En effet, les recettes d'exportation se sont élevées à 910 MUSD, soit une hausse de 3% en g.a. tandis que les dépenses d'importation à 4,4 Mds USD, représentant une hausse de 32% en g.a.

L'augmentation des importations s'explique principalement par celle des denrées alimentaires (+4% en g.a.), des minerais (31%), et du textile (35%). Les principaux d'origine des importations sont l'Iran (21 %), la Chine (18 %), le Pakistan (17 %), et les Émirats arabes unis (14 %).

Quant aux exportations, les textiles représentent 16% des exportations totales, et ils ont augmenté de 49%, tandis que les exportations alimentaires, dont le poids représente 56%, ont augmenté de 2%. À l'inverse, les exportations de charbon ont diminué de 12% au cours de cette période.

Hausse du prix du carburant à Kaboul en raison de la fermeture de voies routières commerciales

Avec la hausse des prix du carburant, les automobilistes de Kaboul rencontrent des difficultés à assumer leurs dépenses quotidiennes, et ont appelé l'administration talibane à assurer un meilleur contrôle des prix. En l'espace d'un mois, le prix du carburant a augmenté de près de 10 AFN, passant de 67 à 78 AFN.

Les vendeurs de carburant attribuent cette hausse à la diminution des importations de pétrole en provenance du nord du pays, où se situe de nombreux gisements, en raison de la fermeture, pour cause de travaux, de l'autoroute de Salang, par laquelle près de 50 % de marchandises commerciales et denrées sont transportées vers la capitale. De fait, cette fermeture induit inévitablement une hausse des importations de pétrole depuis l'étranger, notamment en provenance de la Russie, de l'Iran et de l'Asie centrale. En conséquence, la fermeture de l'autoroute est susceptible d'exacerber l'augmentation des prix des matières premières et des denrées alimentaires dans la ville de Kaboul. La Chambre de commerce et d'investissement s'efforce

d'importer davantage de carburant par d'autres voies pour résoudre cette complication.

Bangladesh

Première visite d'un Président de la République au Bangladesh depuis 33 ans

Après sa participation au G20 à New Delhi, le Président de la République Emmanuel Macron s'est rendu à Dhaka les 10 et 11 septembre pour la première visite d'un président français au Bangladesh depuis celle de François Mitterrand en 1990. Il répond ainsi à l'invitation faite par la Première Ministre Sheikh Hasina lors de sa visite d'Etat à Paris en novembre 2021.

Un communiqué conjoint intitulé « Partenariat pour la paix, la prospérité et les peuples » a été publié à l'issue du déplacement. Il réitère l'intérêt commun pour « pour le développement du commerce bilatéral et l'exploration des potentiels d'investissement dans le développement d'infrastructures de qualité et résilientes au Bangladesh, notamment dans le secteur ferroviaire ».

Il rappelle « l'importance d'une coopération continue sur l'amélioration de la gestion du trafic aérien dans tous les aéroports du Bangladesh ». Thales a remporté il y a quelques années le projet de modernisation du système de gestion du trafic aérien pour l'aéroport de Dhaka et espère étendre cette coopération aux aéroports secondaires.

La France et le Bangladesh ont convenu de « coopérer dans les domaines des technologies de l'information et des communications et de la technologie numérique, y compris l'intelligence artificielle ». La France « travaillera à l'identification d'une assistance technique au Bangladesh pour faire face aux menaces de cybersécurité ».

Annonce d'un engagement de l'acquisition de 10 A350 par la compagnie nationale Biman.

A l'occasion de sa déclaration à la presse, le Président de la République a remercié la Première Ministre pour son « choix de confiance

pour l'aéronautique européenne » et pour « l'engagement sur ces 10 350 d'Airbus ».

Signature d'une lettre d'intention pour un système de satellite d'observation de Airbus Defense and Space

Airbus Defense et Space et la Bangladesh Satellite Company Limited (BSCL) ont signé une lettre d'intention sur un projet de système de satellite d'observation, dans le cadre du programme Bangabandhu 2. Ce programme permettra au Bangladesh de bénéficier de son propre système d'observation et de développer ses capacités dans l'utilisation de l'imagerie dans de nombreux domaines (agriculture, gestion des catastrophes naturelles, surveillance maritime).

Cette signature s'inscrit dans une coopération bilatérale sur le secteur spatial. En effet, le premier satellite géostationnaire de communication du Bangladesh, Bangabandhu-1, a été produit en France par Thales Alenia Space et lancé en 2018.

Signature d'un prêt de 200M USD de l'AFD pour le développement des villes secondaires

A l'occasion de la visite du Président de la République, l'Agence Française de Développement a signé une convention de financement pour un projet d'environ 184M EUR pour le développement urbain et le renforcement de la gouvernance dans 88 villes secondaires. Ce projet sera réalisé par le Local Government Engineering Department (LGED) en co-financement avec la Banque Asiatique de Développement.

Les travaux porteront principalement sur la mise en place de drains pour l'évacuation des eaux de pluie, sur le traitement des déchets et pour la production d'eau potable.

Bhoutan

Un rapport économique du Bureau national des statistiques pour l'année 2022

Selon un rapport économique du Bureau national des statistiques, le PIB du Bhoutan a augmenté de 5,21 % en 2022, grâce à la croissance des secteurs de l'hôtellerie (+31,6%), de la construction (16,45%) et du commerce de gros et de détail (14,3%). L'agriculture et l'exploitation minière enregistrent pour leur part une baisse, respectivement de 4% et 3%.

Le rapport met également en évidence une hausse de près de 10 % de l'épargne nationale en 2022. Malgré cette hausse significative, le rapport dépeint une économie qui peine à répondre à ses besoins d'investissements.

Du côté de la demande, les dépenses de consommation finale ont augmenté de 3% tandis que la formation intérieure brut de capital a affiché une croissance robuste de 28%, une amélioration par rapport au taux de croissance de 20% observé l'année précédente. Toutefois, les exportations ont diminué de 8,1% et les importations ont connu une hausse significative de 17% en 2022. En conséquences, le déficit commercial, à 34 % du PIB, enregistre une hausse considérable - de 99,28 % - par rapport à 2021.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Engagement de la RBI de réduire l'inflation à 4%

Lors d'une conférence à la Delhi School of Economic, le gouverneur de la Reserve Bank of India (RBI), Shaktikanta Das, s'est engagé à réduire l'inflation à 4 %. Il a souligné la nécessité d'être prudent face aux chocs de l'offre et à leurs impacts sur la gestion des prix. Le gouvernement a chargé la RBI de maintenir l'inflation à 4 % avec un seuil de tolérance compris de +/- 2 %. Le gouverneur a précisé que la RBI était attentive aux chocs récurrents sur les prix des denrées alimentaires qui constitue un risque important, en particulier compte tenu des précipitations

enregistrées pendant cette mousson, anormalement faibles. Pour rappel, l'inflation au mois de juillet s'est établie à 7,4 %.

Politique commerciale

G20 : l'Inde comme chef de file du Sud

Le consensus sur une déclaration commune marque une avancée diplomatique significative.

Si l'agression russe en Ukraine n'y est pas explicitement mentionnée, le communiqué indique que, « conformément à la Charte, tous les États doivent s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force pour chercher à s'emparer de territoires au détriment de l'intégrité territoriale, de la souveraineté ou de l'indépendance politique de quelque État que ce soit. L'emploi ou la menace d'emploi de l'arme nucléaire est inadmissible ».

Sur le plan climatique, la déclaration, publiée le premier jour du sommet du G20, mentionne un objectif de financement de 5 800 à 5 900 Mds USD d'ici 2030 pour les pays en développement, notamment pour mettre en œuvre leurs CDN, ainsi que 4 000 Mds USD par an d'ici 2030 pour les technologies liées à l'énergie propre, afin d'atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. L'engagement pris par les pays développés en 2010 de mobiliser conjointement 100 Mds USD par an d'ici 2020 puis tous les ans jusqu'en 2025 pour financer l'action climatique a également été réaffirmé. Pour rappel, les pays du G20 sont responsables de 80 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Profondément divisé sur l'avenir du pétrole, le G20 a toutefois échoué à appeler à une sortie des énergies fossiles dans sa déclaration finale, mais soutient pour la première fois l'objectif de tripler les renouvelables d'ici 2030.

La déclaration souligne également les efforts déployés par la Turquie ainsi que les accords d'Istanbul négociés par les Nations Unies qui comprennent l'Initiative sur le transport sécurisé de céréales et de denrées alimentaires depuis les ports ukrainiens et appelle à leur mise en œuvre rapide, complète et réelle pour garantir des livraisons immédiates et sans entrave de

céréales, de denrées alimentaires et d'engrais ou intrants en provenance de Russie et d'Ukraine.

Enfin, le communiqué accueille l'Union africaine en tant que membre permanent du G20 et note que l'importance du rôle joué par l'Union africaine dans l'économie mondiale. Le rôle de l'Inde dans l'inclusion du Sud dans le sommet devrait constituer une référence pour les discussions futures. Les pays du Sud espèrent désormais un poids décisionnel plus important, des réformes dans la gouvernance des forums multilatéraux, comme le Conseil de sécurité des Nations unies, les institutions mondiales, les institutions financières, et un partage plus équitable des ressources.

Le G20 a également vu la signature d'un accord de principe entre les États-Unis, l'Inde, l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis, l'Union européenne, la France, l'Allemagne et l'Italie autour d'un ambitieux projet de "couloir" logistique reliant l'Inde et l'Europe au Moyen-Orient, avec un rôle de premier plan pour l'Arabie saoudite.

Des prêts en roupies pour les importateurs

Le gouvernement élabore actuellement un cadre permettant aux pays ou aux entreprises soutenues par l'État d'emprunter sur le marché indien pour payer leurs importations en roupies, une mesure qui va dans le sens de l'internationalisation de la roupie et la dédollarisation du marché international. Selon le ministère des finances, les pays qui ont des déficits commerciaux avec l'Inde pourront ainsi étudier la possibilité d'emprunter sur les marchés indiens pour payer leurs importations.

La partie indienne affirme que s'il faudra du temps pour que ces mécanismes bilatéraux se stabilisent, les exportations et les importations en roupies réduiraient la pression sur les réserves de devises des deux pays partenaires et présenteraient des avantages mutuels.

Toutefois, le format d'un tel mécanisme reste à préciser (prêt souverain en roupies ou financement bancaire d'entreprises individuelles?). Ce mécanisme d'emprunt pourrait bénéficier aux pays soumis à des sanctions internationales ou à ceux qui

manquent de devises, notamment certains pays d'Afrique et d'Asie du Sud.

Des perspectives encourageantes dans le secteur de l'électronique

Pour renforcer les relations commerciales entre l'Inde et les États-Unis dans le secteur de l'électronique, l'Indian Cellular & Electronics Association (ICEA) a mis en place un groupe de travail spécialisé. Cette initiative fait suite aux efforts de collaboration entrepris après la visite d'État du Premier ministre Narendra Modi aux États-Unis le mois dernier et vise à porter le commerce électronique indo-américain, qui s'élève actuellement à 8 Mds USD, au chiffre ambitieux de 100 Mds USD au cours de la prochaine décennie. Le partenariat indo-américain comprend des adaptations politiques et réglementaires visant à encourager un plus grand partage des technologies, le codéveloppement et les possibilités de coproduction entre les industries des deux pays.

Pankaj Mohindroo, président de l'ICEA, a souligné que la réalisation de cet objectif soutiendrait considérablement les aspirations de l'Inde à devenir un centre mondial pour l'innovation et la fabrication dans le secteur de l'électronique. Ces aspirations font écho aux récentes déclarations de Young Liu, président de Foxconn. Ce dernier a déclaré que l'Inde a le potentiel pour devenir le "nouveau centre de fabrication du monde" et que l'écosystème des fournisseurs en Inde est susceptible de se développer plus rapidement qu'en Chine. En effet, Foxconn prévoit d'étendre ses activités en Inde pour répondre à l'augmentation de la demande des consommateurs et étudie les possibilités de fabriquer des véhicules électriques dans le pays notamment au Tamil Nadu.

M. Liu a également ajouté que l'écosystème de la chaîne d'approvisionnement, qui a mis plus de 30 ans à se construire en Chine, devrait se mettre en place plus rapidement en Inde, d'autant plus qu'il existe d'importantes opportunités pour l'industrie électronique locale.

Népal

Le Népal et l'Inde sur le point de lancer une solution de paiement numérique

Le Népal et l'Inde devraient lancer en novembre un système de paiement numérique transfrontalier, avec un système de paiement par QR code en décembre. Ce système facilitera les paiements de personne à personne, entre commerçants, et les transferts de fonds par l'intermédiaire des services bancaires mobiles entre les deux pays. Cette initiative vise à simplifier les transactions financières pour les entreprises, les étudiants et les touristes, et devrait stimuler les services numériques dans la région. En outre, elle profitera aux visiteurs indiens au Népal en leur évitant d'avoir à transporter de grandes quantités d'argent liquide, les billets de banque indiens de plus de 100 roupies étant interdits au Népal.

Le Népal évalue le projet de plan proposé par la Chine pour la « Nouvelle route de la soie » (BRI)

En vue de la prochaine visite du Premier ministre népalais en Chine, le 22 septembre, le gouvernement du Népal essaye de trouver un consensus sur le plan de mise en œuvre des projets de la « Belt and Road Initiative » (BRI) transmis par la partie chinoise. Les fonctionnaires des diverses agences gouvernementales peinent à trouver une position commune. En effet, la formulation du plan, qui comprend des clauses relatives aux considérations sécuritaires, stratégiques et financières, suscite des inquiétudes du côté népalais.

Le plan, qui décrit comment les projets seront développés et financés conjointement par les deux pays, est d'une importance majeure pour l'exécution des projets liés à la BRI au Népal. Si le cabinet ne trouve pas de compromis, le document ne sera pas présenté aux représentants chinois lors de la visite du Premier ministre, et aucun accord ne sera conclu. Pour rappel, six ans se sont écoulés depuis la signature du protocole d'accord de la BRI entre le Népal et la Chine, mais aucun projet n'a encore été mis en œuvre, notamment en raison de conditions

financières jugées non avantageuses par le Népal. Selon un institut de recherche, les prêts chinois pour les projets BRI ont généralement un taux d'intérêt de 4,2 %, une période de grâce de moins de deux ans et une maturité inférieure à dix ans.

Pakistan

Banque centrale (SBP - State Bank of Pakistan) : le taux directeur maintenu à 22%

Les marchés s'attendaient à une augmentation du taux directeur de 200 à 300 points de base. Mais la SBP a décidé lors de son Comité de politique monétaire du 14 septembre de le maintenir à 22% - son niveau décidé le 20 juin 2023 - « afin de ne pas casser le potentiel de croissance ». Certains observateurs y voient une pression de la ministre des finances qui garderait en tête l'idée d'une restructuration de la dette intérieure, laquelle ne peut être envisagée qu'une fois que les taux d'intérêt auront baissé.

Mercredi 7 septembre, le gouvernement a essayé d'emprunter 1 950 Mds PKR (6,5 Mds USD) par le biais d'une vente aux enchères de titres de la dette souveraine aux banques commerciales afin de faire face aux dépenses croissantes, y compris le paiement des intérêts sur la dette en cours. Dans un premier temps, des enchères non compétitives (capées à 22%) n'ont permis de lever que 40 Mds PKR (130 MUSD), puis l'Etat a levé 1 292 Mds PKR (4,3 Mds USD) à un taux plus élevé (25,06 %). Au total, les deux offres n'ont permis de lever que 1 332 Mds PKR (4,4 Mds USD) au lieu des 1 950 Mds PKR (6,5 Mds USD) visés.

Depuis une semaine, les rendements des bons du Trésor à trois mois ont augmenté de 162 points de base à 24,49 %, contre 22,88 % observés le 23 août. De même, les rendements des bons du Trésor à six mois sont passés à 24,78 %, tandis que les rendements des obligations à 12 mois ont grimpé de 213 points de base à 25,06 %, contre 22,94 % lors de l'enchère de la fin août.

Politique monétaire : ralentissement de l'agrégat M2

La croissance de M2 a ralenti à 13,6 % en g.a.. Ce ralentissement s'explique essentiellement par l'importance grandissante des banques pakistanaises dans le financement des emprunts du Trésor pakistanais sur le marché domestique (T-bonds). Selon la SBP, le ralentissement de l'agrégat M2 ne suffira pas à baisser durablement l'indice des prix à la consommation. Seul l'assainissement budgétaire, combiné avec le développement économique à moyen terme, devraient permettre de baisser l'inflation.

Revue à la baisse les prévisions de croissance de la SBP

La banque centrale (SBP- State Bank of Pakistan) revoit à la baisse les prévisions de croissance du PIB pour l'année budgétaire 2023/2024 : de +3,5 % (prévision retenue en juin 2023 lors de la présentation de la loi de finances), à une estimation située entre +2 et +3%.

Un déficit commercial de 3,76 Mds USD pour les deux premiers mois de l'année budgétaire

Les exportations du pays en août 2023 se sont élevées à 2,36 Mds USD, en baisse de 4,8 % par rapport à l'année précédente. Elles enregistrent une augmentation de 14,3 % par rapport au mois de juillet (2,07 Mds) bien que les exportations textiles baissent de 6% en g.a. à la fin août.

Les importations se sont quant à elles élevées à 4,49 Mds USD en août, soit une baisse de près de 26 % par rapport à l'année précédente. Cependant, elles ont bondi de 21 % par rapport aux importations enregistrées le mois précédent, une situation qui s'explique par le doublement des importations de véhicules automobiles.

Des mesures pour combler le déficit commercial chronique

Selon le quotidien Dawn (Fresh duties on the cards to curb luxury imports - Business - DAWN.COM), aurait été débattu avec les économistes liés à l'Etat major des armées au sein du SFIC (le « Special Investment Facilitation Council ») la remise en place de droits de douane

prohibitifs sur une longue liste d'articles non essentiels, dans le cadre d'une stratégie visant à baisser le déficit commercial et à freiner l'épuisement rapide des réserves de devises étrangères du pays passées, d'après un communiqué de la SBP du 14 septembre à 7,64 Mds USD. Selon ce journal, le nouveau régime couvrira au moins 30 % de produits supplémentaires par rapport aux quelque 860 lignes tarifaires qui étaient soumises à des obligations réglementaires en août 2022.

Simultanément, l'administration s'emploierait à rétablir des tarifs de gaz et d'électricité préférentiels pour les entreprises dont les activités sont destinées à l'exportation.

Baisse en g.a. de 30% des entrées de devises dans le fonds « Roshan » dédié aux Pakistanais de l'étranger

Les transferts de devises des pakistanais expatriés se sont élevés à 4,12 Mds USD en juillet et août 2023 contre 5,25 Mds USD à la même période en 2022, soit une baisse de 22%. Ce déclin pourrait s'expliquer par une baisse de confiance dans la politique économique.

Baisse de 1 Md USD des réserves de la SBP depuis le 21 juillet

Les réserves de change détenues par la banque centrale ont diminué de 8,73 Mds USD à la fin juillet à 7,74 Mds USD (moins de deux mois de couverture d'importations) au 8 septembre.

Remontée de la roupie

Après avoir baissé de 10,6 PKR du 22 août au 28 août, la parité officielle (en intraday) USD /PKR s'est redressée de 19 roupies du 28 août au 11 septembre 2023. Elle s'est établie au 14 septembre à 298 PKR pour 1 USD. L'écart (« spread ») entre le cours officiel et le cours officieux s'est réduit à 1,5%, ce qui fait revenir le Pakistan dans les objectifs qui ont été fixés par le FMI dans le cadre du « stand-by agreement » approuvé en juillet 2023 pour une période de 9 mois.

La remontée de la roupie est attribuée par la presse à la campagne de répression contre les

acteurs du système informel de paiement à laquelle l'armée a activement participé.

Mesures de la SBP visant à la concentration des agents de change.

Cette décision de la SBP fait suite (i) aux inquiétudes concernant la faiblesse de la structure opérationnelle et (ii) à la participation des petits agents de change aux spéculations contre la PKR. La SBP vise la fusion des sociétés de cette catégorie (dite catégorie B) avec des entités établies à part entière ou à la vente des petits agents de change à des agents de change plus solides. Elle prévoit ainsi l'annulation automatique des petites entreprises autonomes de catégorie "B" au capital inférieur à 500 millions (1,7 MUS\$) de PKR d'ici décembre 2023.

La Banque UBL annonce qu'elle vend ses activités bancaires au Royaume-Uni pour devenir le leader pakistanais des agents de change

Les activités bancaires d'UBL au Royaume-Uni ont été vendues cette semaine au groupe anglo-pakistanaise Bestway dirigé par le baron Zameer Choudhry.

La SBP a indiqué que cette décision de l'UBL s'alignait sur les réformes structurelles introduites par la SBP dans le secteur des sociétés de change. La SBP a ajouté qu'elle souhaitait que d'autres grandes banques participent à la transformation de ce secteur.

Campagne de lutte contre le vol d'énergie

Dans le cadre de sa campagne nationale de lutte contre le vol d'électricité, le gouvernement intérimaire a arrêté à ce stade 194 voleurs d'électricité et récupéré seulement 27,5 M PKR (soit 90 000 USD).

Le directeur général de la Sui Northern Gas Pipelines Limited (SNGPL) qui opère le gazoduc qui approvisionne le nord du pays a annoncé qu'il n'y a plus de tolérance à l'égard du vol de gaz et informé sur des actions en cours contre les trafiquants impliqués dans le vol de gaz au Pendjab, au Khyber Pakhtunkhwa et à Islamabad. A ce stade les médias ont titré sur l'arrestation de

plus de 30 personnes dans le district spécial d'Islamabad.

Campagne de lutte contre le travail des enfants de moins de quinze ans au Pendjab

Des inspections du travail non-avisées dans la Province du Pendjab ont eu lieu dans des établissements commerciaux et industriels (dont le textile et l'industrie du cuir), en particulier dans les conurbations de Lahore, Rawalpindi, Faisalabad et Gujranwala. Ces opérations ont également eu lieu dans des entreprises du secteur informel. Des rapports contre les employeurs d'enfants ont été déposés en justice. L'arrestation immédiate des employeurs et leur comparution devant la justice devrait se traduire selon les médias par des amendes élevées afin de dissuader les contrevenants.

Dans le cadre de la campagne de lutte contre le travail des enfants, les inspecteurs du travail ont été invités à organiser des réunions avec les chambres de commerce et d'industrie locales et les responsables locaux de la police. Les experts s'accordent toutefois à dire qu'une campagne de scolarisation devrait être lancée en parallèle pour lutter efficacement contre le travail des enfants.

Cette campagne de lutte contre le travail des enfants de moins de quinze ans devrait permettre le maintien du statut SPG + pour le Pakistan, accordé dans le cadre du Système des Préférences tarifaires Généralisées de l'UE.

Sri Lanka

Subvention française pour la surveillance satellitaire des pollutions marines

La cérémonie de signature du Memorandum of Understanding entre la Marine Environment Protection Agency (MEPA) sri lankaise et l'entreprise française CLS (Collecte Localisation Satellite), filiale du Centre national d'études spatiales et de la Compagnie Nationale à Portefeuille, s'est tenue le 12 septembre. La subvention FASEP (Fonds d'étude et d'aide au secteur privé) de 600 000 EUR accordée par le

Ministère de l'Economie français permettra à CLS de développer un projet pilote de surveillance des déversements d'hydrocarbures reposant sur la collecte et le traitement de données satellitaires. Le projet s'étendra sur 12 mois et comprendra l'acquisition et l'analyse d'images en routine pour assurer une surveillance régulière et en urgence en cas d'incident, la livraison de rapports sur la détection et l'analyse de la pollution, la formation et la prestation d'expertise (méthodologie de détection des déversements d'hydrocarbures à partir d'images radar par satellite, formation thématique et soutien sur la lutte contre les déversements d'hydrocarbures : expertise judiciaire, réponse et coordination en cas d'accident, etc.). Le système développé par CLS s'inspire notamment de celui mis en œuvre pour l'EMSA (European Maritime Safety Agency) qui a permis de diviser par deux en dix ans le nombre de déversements d'hydrocarbures en Europe. Il revêt un caractère stratégique pour Sri Lanka, qui voit transiter le long de ses côtes et du corridor maritime Est-Ouest près de 400 bateaux par jour et dont l'histoire récente a notamment été marquée par des catastrophes comme celles du naufrage du MT New Diamond et de l'X-Press Pearl.

Conclusion de la procédure d'échange des obligations d'Etat en roupies (T-Bonds) détenues par les fonds de pension dans le cadre de la restructuration de la dette domestique

Suite à la décision favorable de la Cour Suprême et au vote (103 pour, 58 contre) par le Parlement de l'amendement à l'Inland Revenue Act le 7 septembre, la procédure d'appel à conversion des obligations du Trésor en roupies (T-Bonds, d'une maturité supérieure à 1 an) détenues par les fonds de pension en obligations à taux décroissant (12,0% jusqu'en 2025, 9,0% au-delà) arrivant à échéance entre 2027 et 2028 s'est achevée le 11 septembre, après trois reports.

Principal point bloquant jusque-là parmi les mesures proposées dans le cadre de la proposition de restructuration (dite d'optimisation) de la dette domestique (DDO) présentée par les autorités sri lankaises fin juin et votée par le Parlement le 1er juillet, cet échange, qui sera effectif le 14 septembre, a porté sur 84%

(3 208 Mds LKR, soit 9,9 Mds USD) des titres éligibles détenus par les fonds de pension, représentant 37% du stock total (8 717 Mds LKR soit 27,0 Mds USD) de T-Bonds émis par l'Etat. Ceux-ci y étaient incités par une mesure fiscale de révision à la hausse de la taxation des revenus touchés sur ces obligations (de 14 à 30%) pour les fonds ne se soumettant pas à l'échange, qui était l'objet de l'amendement voté à l'Inland Revenue Act. Cet échange fait suite à la conclusion mi-août de celui portant sur les Sri Lanka Development Bonds (SLDBs, hormis ceux détenus par les investisseurs individuels), créances libellées en dollars essentiellement détenues par les banques locales, dont 97,1% du montant ont été restructurés.

Dans l'effort de réduction des besoins de financement bruts de Sri Lanka entre 2027 et 2032 prévu pour satisfaire aux objectifs du programme FMI, la Banque centrale estime que la restructuration des T-Bonds détenus par les fonds de pension (16% du PIB) comptera pour 0,5 point de PIB par an en moyenne, celle des SLDBs (1% du PIB), ainsi que celle de prêts locaux en monnaie étrangère consentis à l'Etat (FCBUs) - qui seront traités d'une manière similaire aux SLDBs de manière bilatérale avec les institutions bancaires concernées - pour 0,1 point ; l'essentiel de l'effort consiste par ailleurs en la restructuration des crédits de Trésorerie (T-Bills, d'une maturité inférieure à un an) et avances consenties à l'Etat (12% du PIB) détenus par la Banque centrale en T-Bonds, pour 0,9 point de PIB.

Sri Lanka rembourse 150 MUSD au Bangladesh, réserves stables en août

Sri Lanka a procédé les 17 et 31 août à deux remboursements à hauteur de 50 MUSD et 100 MUSD sur un swap de changes de 200 MUSD accordé en 2021 par le Bangladesh, d'après la Banque centrale bangladaise (BB). Maintenu en dehors du périmètre de restructuration de la dette externe sri lankaise, ce swap en trois tranches (50, 100 et 50 MUSD) a vu ses échéances reportées à plusieurs reprises depuis fin 2021. Ces remboursements sont en partie responsables du léger recul des réserves officielles fin août, à 3,6 Mds USD (2,6 mois d'importations, y compris un

swap de la Banque centrale chinoise de 1,4 Md USD) contre 3,8 Mds USD fin juillet (-4,4%), après plusieurs mois de hausse continue. Le secrétaire d'Etat aux finances a néanmoins indiqué que ce recul ne devrait pas remettre pas en cause les progrès de Sri Lanka dans le cadre de la revue intermédiaire du programme FMI prévue du 14 au 27 septembre, préalable au décaissement d'une deuxième tranche de financement de 338 MUSD.

Plus de la moitié de la population « multidimensionnellement vulnérable » selon le PNUD

Lors de la présentation des résultats d'une étude menée entre novembre 2022 et mars 2023 avec l'Université d'Oxford et portant sur 25 000 ménages à travers le pays, le PNUD a indiqué que 55,7 % de la population (12,3 M de personnes) était dans une situation vulnérable, mesurée par une faible performance sur au moins trois indicateurs parmi 12 (par exemple la fréquentation scolaire, la condition physique, le chômage et l'endettement) à travers trois

dimensions : éducation, santé et catastrophes, niveau de vie. En développant un indice de vulnérabilité multidimensionnelle (MVI), qui complète l'indice national de pauvreté multidimensionnelle (MPI) lancé en avril dernier par le Department of Census and Statistics sri lankais en collaboration avec l'Université d'Oxford et l'UNICEF, le PNUD entend refléter adéquatement les causes variées et conjuguées de vulnérabilité au sein de la population sri lankaise, encore gravement touchées par la crise malgré les signes de reprise de l'économie. 82% des personnes vulnérables vivent en milieu rural, notamment dans le nord, le centre et l'est du pays, et l'endettement est une cause de vulnérabilité pour un tiers de la population. Tous les districts du pays comptent une population vulnérable supérieure à 40%.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Stable	C	C
Pakistan	Caa1	Négative	CCC+	Négative	CCC	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La **direction générale du Trésor** est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international